

Bulletin Trimestriel
Conjoncture économique, monétaire et financière
Îles de Wallis et Futuna

N° 134
1er trimestre 2008

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. L'Analyse de la conjoncture	4
1.1 L'enquête de conjoncture	4
1.1.1 Note méthodologique.....	4
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 31 mars 2008	5
1.2 La demande des menages	10
1.2.1 La consommation des ménages	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	12
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	13
1.3.1 L'emploi	13
1.3.2 Les salaires.....	13
1.3.3 Les prix	14
1.3.4 Le commerce extérieur	14
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	15
1.3.6 L'énergie.....	17
1.3.7 Les échanges	20
1.3.8 Les télécommunications	21
1.3.9 Evolution des cours de change.....	21
2. L'évolution monétaire et financière	23
2.1 Les actifs financiers	25
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)	25
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	27
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)	28
2.1.4 Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)	29
2.2 Les passifs financiers.....	31
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....	31
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	32
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V)....	34
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	36
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI)	36
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	37
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	38
2.5 Rappel des taux	39
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	39
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	39
2.5.3 Les taux du marché	39
2.5.4 Les taux d'usure.....	40
3. Les Missions de l'IEOM	41
3.1 L'émission des signes monétaires	41
3.2 Les opérations de compensation interbancaire	42

SYNTHESE

Après une orientation plus favorable de la conjoncture économique de Wallis et Futuna fin 2007, l'activité économique locale enregistre un léger ralentissement au premier trimestre 2008...

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture auprès des chefs d'entreprises interrogés révèlent un ralentissement de l'activité sur le premier trimestre 2008. Les problèmes de trésorerie des entreprises connus ces derniers trimestres perdurent, résultant d'un gonflement des charges lié à l'augmentation des prix des hydrocarbures et de l'électricité, et aux délais de paiements des clients jugés trop longs. Malgré cela, les chefs d'entreprises continuent d'investir, notamment dans le renouvellement de matériels et l'extension d'activité.

...confirmé par une diminution des principaux indicateurs de consommation des ménages..

La consommation des agents économiques sur le premier trimestre de l'année 2008 s'avère moins vigoureuse qu'à la fin de l'année 2007. Le montant des taxes intérieures de consommation perçues par le Territoire à la fin du mois de mars 2008 subit une diminution de 5,2 % à 93,1 millions de F CFP, en glissement annuel. L'encours des crédits à la consommation se stabilise sur la période (-0,3 % par rapport au trimestre précédent). De plus, le rythme de croissance des immatriculations de véhicules automobiles neufs constaté sur l'année 2007 s'est sensiblement infléchi sur les trois premiers mois (-22,9 %).

...une dégradation des indicateurs de vulnérabilité des ménages...

Au 31 mars 2008, le nombre de personnes en interdicts bancaires est en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent, atteignant 383 personnes.

...une hausse des prix...

Les prix ont augmenté de 0,7 % au 31 mars 2008 par rapport au trimestre précédent, sous l'impulsion des hausses respectives des prix des produits alimentaires, des produits manufacturés et des services de +0,6 %, +0,9 % et +0,5 %.

...et par une tendance baissière des agrégats monétaires et financiers : ralentissement des actifs financiers et des concours bancaires.

Après une progression vive de 17,6 % fin 2007, l'ensemble des actifs financiers affiche un ralentissement au premier trimestre 2008 de - 5,7 % sur le trimestre pour atteindre 3.934 millions de F CFP. Les dépôts à vue, les comptes sur livrets et les dépôts à terme diminuent respectivement de 2,7 %, 16,6 % et 9,3 %, en variation trimestrielle. L'impact de cette évolution s'est traduit par une contraction de la masse monétaire de 4,8 % sur la période à 5.707 millions de F CFP.

Parallèlement, totalisant un encours global de 3.058 millions de F CFP au 31 mars 2008, toutes zones d'émission confondues, la distribution de crédits s'est ralentie au premier trimestre 2008: -0,8 % après +0,5 % fin 2007.

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

















L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le vingt-troisième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête, accomplie sur le mois de mai 2008, a porté sur le premier trimestre 2008 et sur les perspectives pour le second trimestre 2008. Elle a été effectuée auprès de chefs d'entreprises des principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 50 entreprises. Il ne permet toujours pas d'établir une décomposition des résultats par secteur et fait donc l'objet d'une analyse globale. Il convient de noter que sur l'ensemble des entreprises interrogées 62 % ont répondu à l'enquête ce trimestre contre 48 % au trimestre précédent.

Un ensemble de graphiques a été introduit depuis le BT n°129, récapitulant l'évolution des soldes d'opinions depuis plusieurs années. Outre le support d'analyse économique au niveau local, l'objectif est également d'apporter aux chefs d'entreprises un outil d'aide à la décision.

1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

Les dirigeants sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

EXEMPLE							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écartier ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 31 MARS 2008

La conjoncture au premier trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent :

Sur le premier trimestre 2008, l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM menée auprès des chefs d'entreprises révèle un ralentissement de l'activité. Malgré cela, les dirigeants continuent d'investir dans l'objectif de diversifier leurs activités, restant toutefois préoccupés par le poids des charges d'exploitation, qui impactent leur trésorerie. Il convient de noter que cette baisse d'activité est liée notamment aux mouvements des fonctionnaires d'Etat de l'Education Nationale qui partent en fin d'année et qui sont remplacés en début d'année.

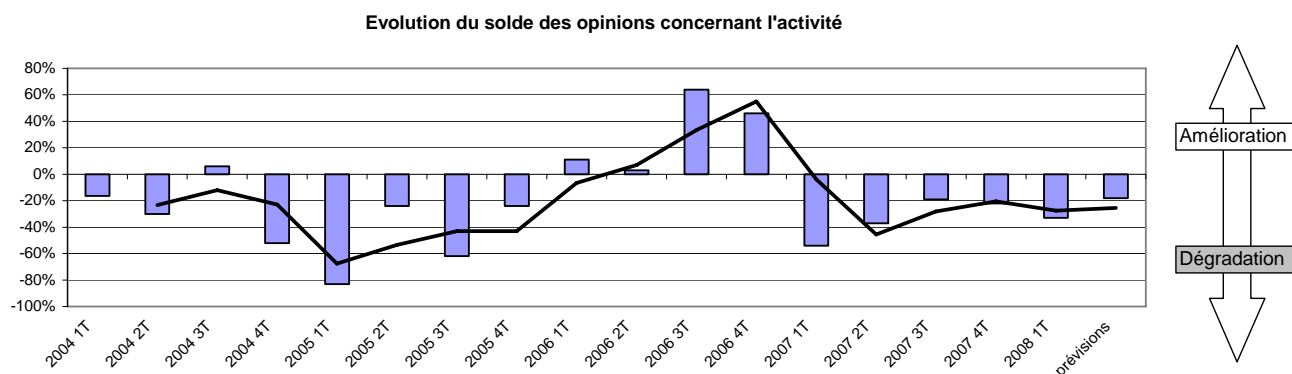
EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	→	↘	→	→	↘	↗	→

Anticipations des chefs d'entreprises pour le second trimestre 2008:

De l'analyse de l'ensemble des questionnaires, il ressort que les dirigeants prévoient un second trimestre relativement stable. S'agissant des investissements, les entrepreneurs s'orientent vers du renouvellement de matériels et de l'extension d'activité.

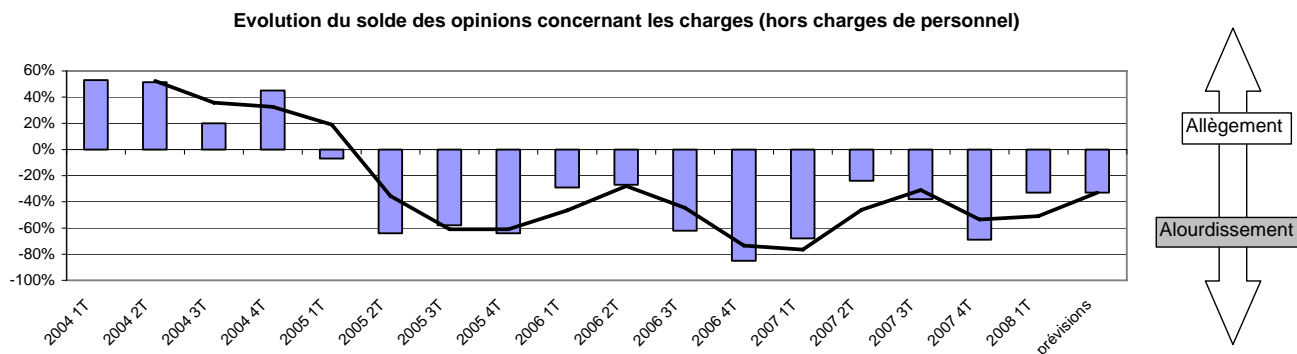
PREVISIONS							
Pour le second trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
→	→	↘	→	→	→	↗	→

Evolution des soldes d'opinion



Source IEOM - enquête de conjoncture.

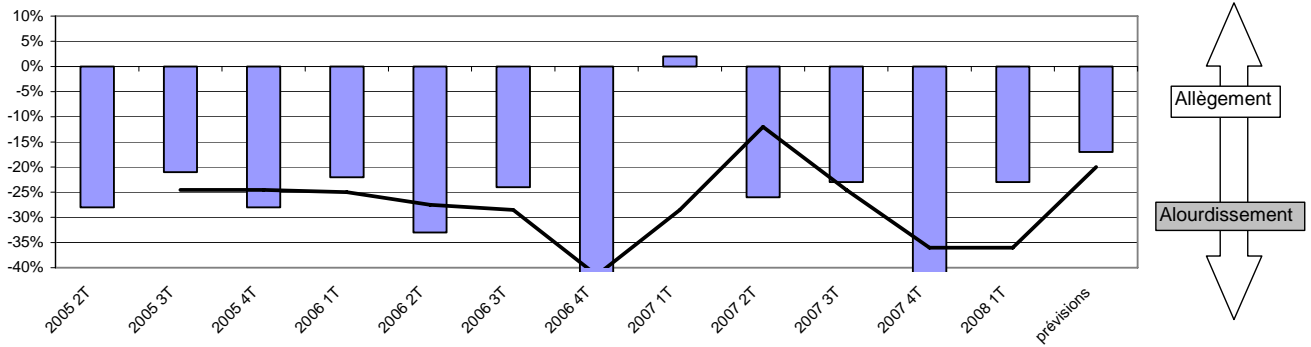
L'activité économique semble subir un ralentissement au premier trimestre de l'année 2008 qui devrait se stabiliser au prochain trimestre.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'opinion des dirigeants, quant à l'alourdissement de leurs charges connues ces derniers trimestres, s'est améliorée ce trimestre par rapport au précédent. Ils anticipent une relative stabilité à l'avenir.

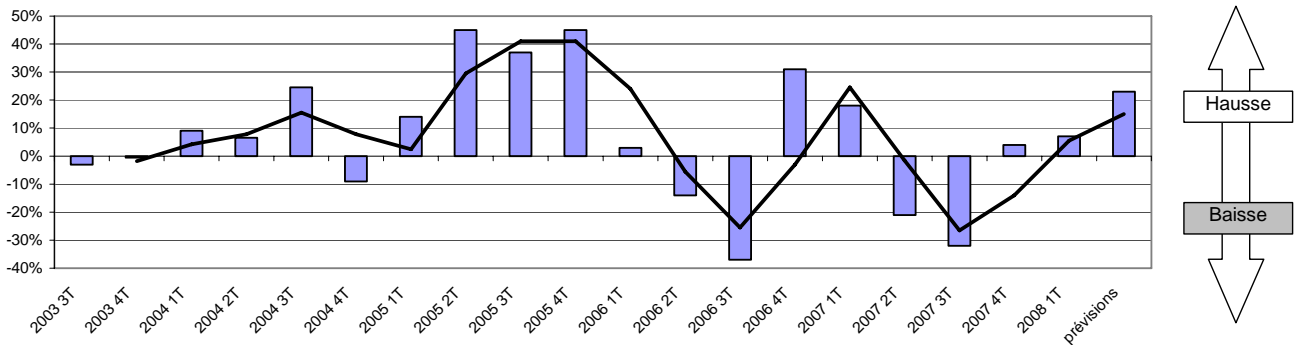
Evolution du solde des opinions concernant les charges de personnel



Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'alourdissement des frais de personnel observé durant les deux trimestres précédents, s'améliore ce trimestre et semble évoluer favorablement selon les prévisions des chefs d'entreprises du second trimestre 2008.

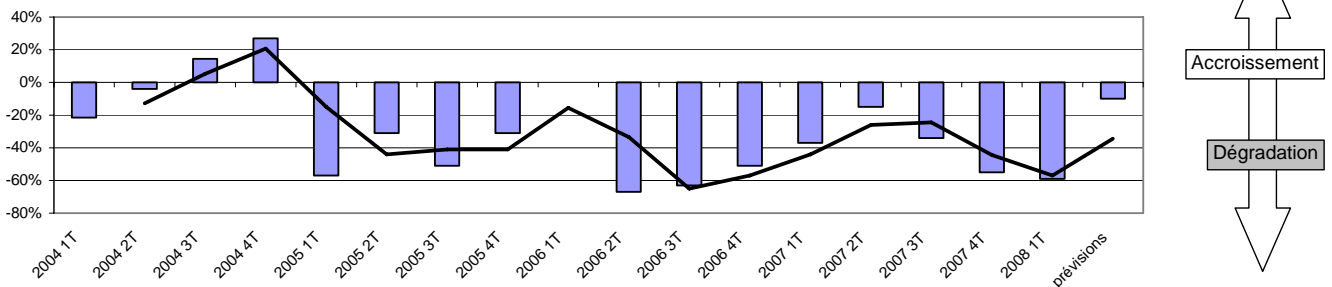
Evolution du solde des opinions concernant le prix de vente



Source IEOM - enquête de conjoncture.

La hausse des prix de vente constatée à la fin de l'année 2007, se poursuit au premier trimestre 2008 et devrait se renforcer au prochain trimestre.

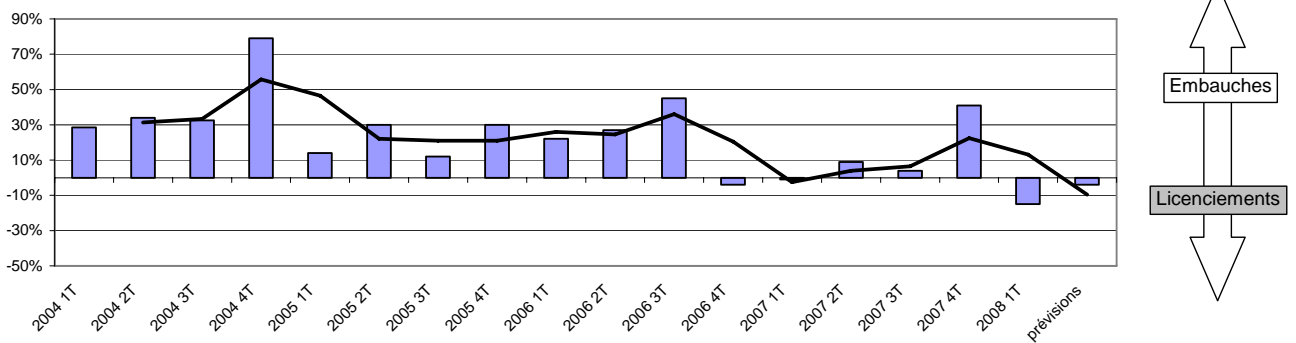
Evolution du solde des opinions concernant la trésorerie



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les chefs d'entreprises interrogés affirment toujours rencontrer des difficultés de trésorerie en ce début d'année. Cette situation semblerait se résorber au second trimestre 2008.

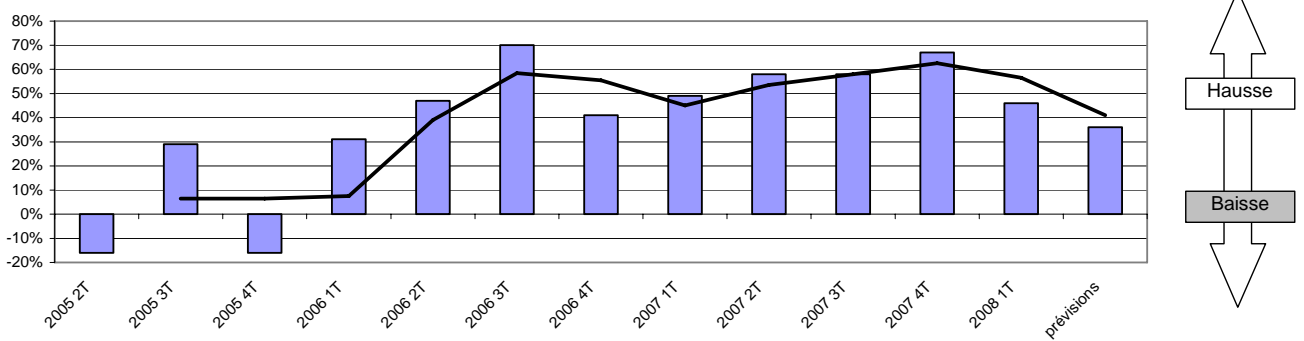
Evolution du solde des opinions concernant l'emploi



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Après une fin d'année 2007 relativement dynamique en terme d'emploi, le solde d'opinion se révèle plutôt négatif sur le premier trimestre 2008. En effet, les dirigeants affirment avoir embaucher en fin d'année et n'envisagent pas de création de poste au début de l'année 2008.

Evolution du solde des opinions concernant l'investissement



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les entrepreneurs continuent d'investir en dépit des difficultés de trésorerie connues ces derniers trimestres et du manque de dynamisme de l'activité.

Points particuliers soulignés par les entreprises :

Parmi les commentaires formulés par les entreprises, nous mettons en exergue les points suivants :

- ✓ Les chefs d'entreprises continuent à déplorer le niveau alarmant de leur trésorerie consécutive à l'alourdissement des charges lié à une augmentation des prix (hydrocarbures, électricité, fret maritime, etc) et un décalage entre les paiements des clients, trop long, et ceux des fournisseurs. Ainsi, les entrepreneurs sont assez pessimistes quant au développement de leur activité et à la création d'emploi. Malgré cela, ils poursuivent leur programme d'investissement (renouvellement de matériels et extension d'activité) et ceci grâce à la défiscalisation, seul outil permettant aux entrepreneurs de réaliser ou de renouveler leurs investissements.

- ✓ Les entrepreneurs mentionnent à nouveau dans cette enquête de conjoncture, le manque de souplesse de la part des établissements de crédits concernant les crédits et l'accès aux différentes aides financières disponibles.

Evolution du nombre d'entreprises

Le premier trimestre de l'année 2008 est marqué par une augmentation du nombre d'entreprises sur le territoire de +7,1 %. On dénombre ainsi 422 entreprises fin mars 2008. Le secteur des services se démarque en terme de créations nettes (16 entreprises) par rapport aux autres secteurs.

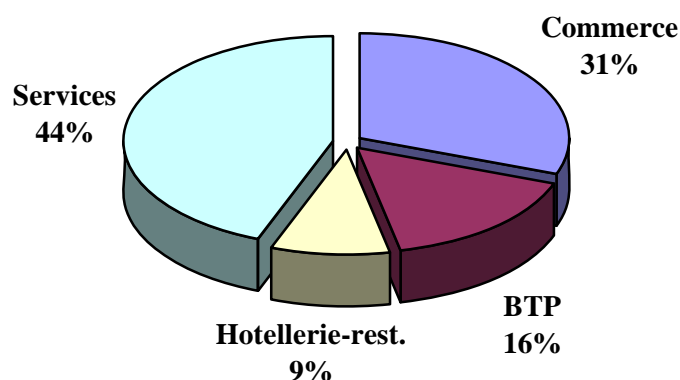
Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 30/09/07	Nombre total d'entreprises au 31/12/07	Fermetures 1er trimestre 2008	Créations 1er trimestre 2008	Nombre total d'entreprises au 31/03/08
Commerce	123	125	0	4	129
BTP	64	63	1	6	68
Hotellerie-rest.	35	36	0	3	39
Services	162	170	1	17	186
Total	384	394	2	30	422

Source : Service des contributions diverses

La croissance du nombre d'entreprises dans le secteur des services depuis le début de l'année 2007 se poursuit au premier trimestre 2008, passant ainsi de 141 entreprises au 31/03/2007 à 186 entreprises à la même période un an plus tard. Le secteur du BTP enregistre 13 créations entre fin mars 2007 et fin mars 2008. En revanche, le commerce reste relativement stable au premier trimestre 2008, en glissement annuel.

Répartition des entreprises par secteur au 31/03/08



Source : Service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le produit des taxes intérieures de consommation :

Les taxes intérieures de consommation perçues à la fin du mois de mars 2008, en cumul annuel, atteignent 93,1 millions de F CFP, en baisse de 5,2 % par rapport à la même époque de l'année précédente. Cette évolution s'explique par une diminution de la taxe de consommation sur les tabacs et les hydrocarbures de respectivement -26,3 % et -9 %. En revanche, la taxe sur les alcools génère 18,1 % de revenus de plus qu'un an plus tôt.

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 31/03/2007	Cumul au 31/03/2008	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	33,3	39,3	18,1%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	30,6	22,6	-26,3%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	34,3	31,2	-9,0%
TOTAL	98,2	93,1	-5,2%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

L'évolution annuelle de l'encours des crédits à la consommation au 31 mars 2008 progresse de 11,5 % à 973,9 millions de F CFP. Le poids grandissant des prêts personnels non affectés destinés à l'achat de matériel et au paiement de travaux aux entrepreneurs (+25,9 %) explique cette évolution qui compense largement la baisse de 15,4 % des prêts affectés.

L'encours des crédits à la consommation apparaît relativement stable sur le premier trimestre 2008, en rythme trimestriel. Les prêts personnels non affectés ainsi que les prêts affectés suivent respectivement les mêmes tendances qu'au niveau annuel.

Encours des crédits à la consommation

<i>en milliers de F CFP</i>	31/03/2007	31/12/2007	31/03/2008	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	569 231	709 645	716 431	1,0%	25,9%
véhicules	264 793	191 401	186 836	-2,4%	-29,4%
<i>véhicules neufs</i>	260 558	188 531	184 357	-2,2%	-29,2%
<i>véhicules occasion</i>	4 235	2 870	2 479	0,0%	-32,2%
appareils ménagers	39 159	75 731	70 696	-6,6%	-
divers	398	0	0	-	0,0%
sous total prêts affectés	304 350	267 132	257 532	-3,6%	-15,4%
TOTAL	873 581	976 777	973 963	-0,3%	11,5%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Le rythme de croissance des immatriculations de véhicules automobiles neufs constaté sur l'année 2007 ralentit sur le premier trimestre 2008. Ces derniers accusent une baisse de 22,9 % sur le trimestre à 74 véhicules automobiles au 31 mars 2008 tandis que les ventes de deux roues progressent de 75 %, à 28 deux roues fin mars 2008.

En cumul glissant sur douze mois, les ventes de véhicules automobiles et des deux roues révèlent des hausses respectives de 48,8 % et de 73,6 %, dues essentiellement aux ventes réalisées sur Wallis.

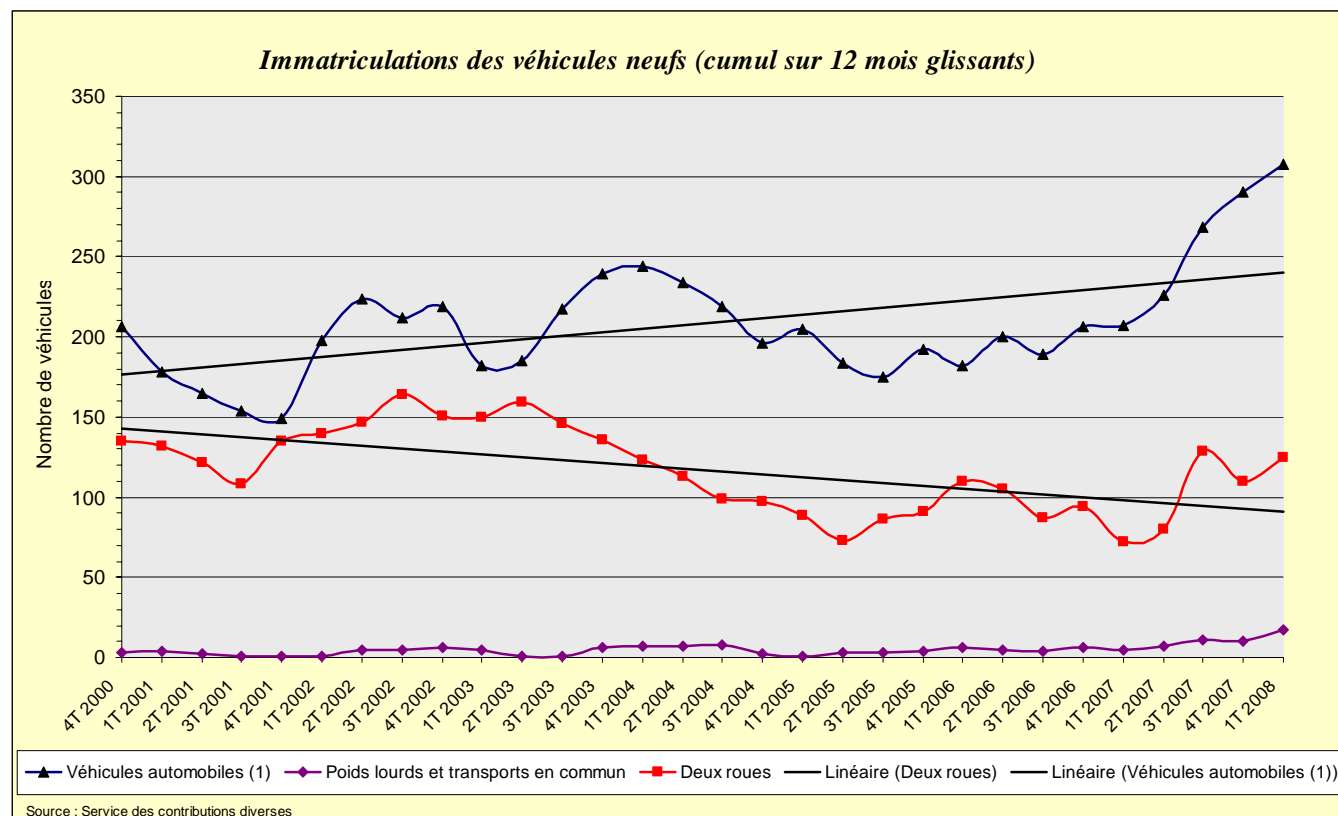
Immatriculations de véhicules neufs

	Cumul sur 12 mois glissants au 31/03/2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Cumul sur 12 mois glissants au 31/03/2008	Variation du cumul au 31/03/08 comparé au cumul au 31/03/07	Variation trimestrielle
Véhicules automobiles (1)	207	96	74	308	48,8%	-22,9%
Wallis	201	92	71	282	40,3%	-22,8%
Futuna	6	4	3	26	-	-25,0%
Deux roues	72	16	28	125	73,6%	75,0%
Wallis	53	15	28	123	-	86,7%
Futuna	19	1	0	2	-89,5%	-

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Le parc de véhicules automobiles neufs immatriculés sur le Territoire depuis 2000 est en progression constante. Cette tendance ne s'est pas démentie au cours du premier trimestre de l'année 2008. Par ailleurs, les immatriculations de deux roues, orientées à la baisse depuis 2001, enregistrent une légère hausse depuis 2007.



(1) Sauf poids lourds et transports en commun.

1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

Au 31 mars 2008, le nombre de personnes en interdits bancaires augmente de 4,1 %, en glissement annuel.

Le premier trimestre 2008 enregistre une hausse du nombre d'interdits bancaires, passant de 360 à 383 personnes trois mois plus tard.

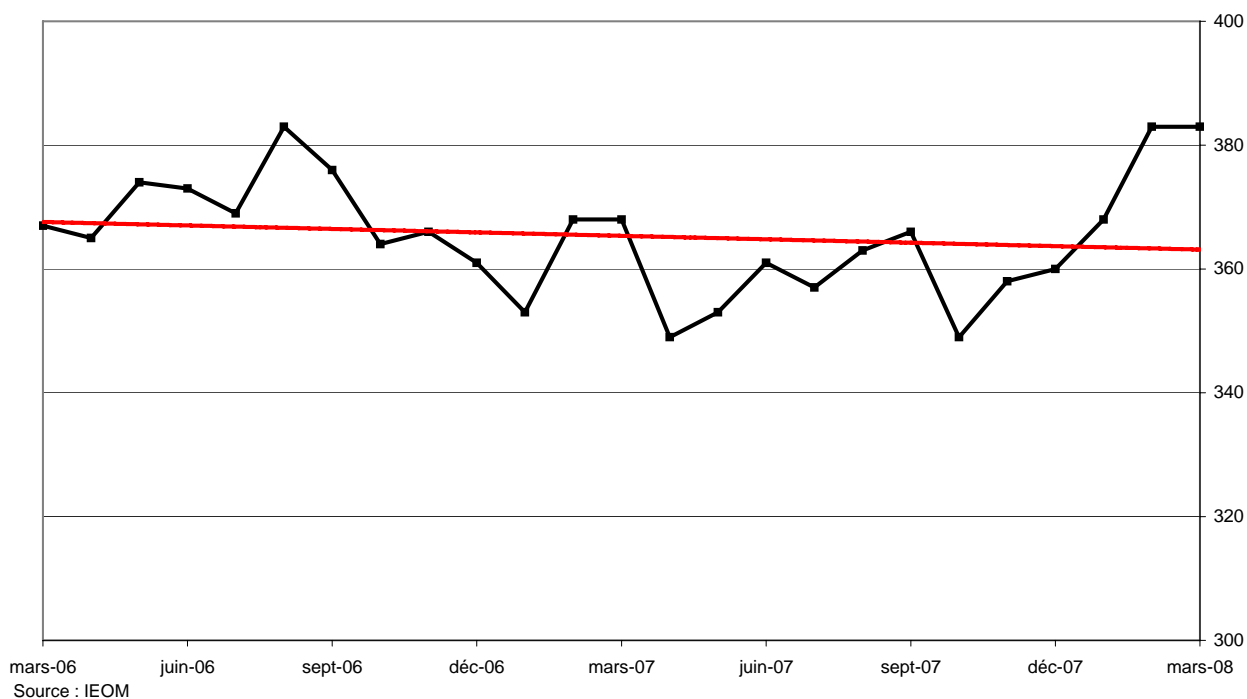
Nombre de personnes en interdits bancaires

Date	Au 31/03/07	Au 30/09/07	Au 31/12/07	Au 31/03/08	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	368	366	360	383	6%	4,6%	4,1%

source : IEOM

En ne tenant pas compte du nombre exceptionnellement élevé d'interdits bancaires enregistrés en 2005, lié à l'effet bingo, on constate que depuis mars 2006 la tendance est à la stabilité.

Evolution du nombre de personnes physiques en interdits bancaires à Wallis et Futuna depuis mars 2006



1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

1.3.1 L'EMPLOI

Pour l'année 2007, le nombre de salariés du Territoire, d'après les données provisoires établies par la CLR sur la base des cotisations versées, a augmenté de 4,2 % atteignant 1 912 salariés. Cette évolution repose principalement sur la hausse de 8,3 % des emplois du secteur privé résultant d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs responsables de cette augmentation sont le BTP, le commerce, mais également les employés de maison tandis que l'industrie, l'artisanat et les services emploieraient moins de salariés qu'en 2006. Le nombre de salariés du Territoire employés par le secteur privé représente 34,4 % en 2007 contre 33% l'année précédente.

Les effectifs du secteur public et semi-public augmentent respectivement de 1,4 % et 5,9 % au cours de l'année 2007, représentant 55,3 % et 10,4 % du nombre total d'emplois.

Il convient de souligner la baisse de 205 emplois temporaires financés intégralement par les autorités publiques, notamment pour soutenir le travail (contrats de développement).

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-06		déc-07		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	607	33,0%	657	34,4%	8,3%
dont :					
Industrie/Artisanat	92	15,2%	88	13,4%	-4,5%
BTP	55	3,0%	85	12,9%	54,5%
Commerce	241	39,8%	281	42,8%	16,5%
Services	181	29,9%	162	24,7%	-10,7%
Employés de maison	37	6,1%	41	6,2%	10,8%
Secteur semi-public*	187	10,2%	198	10,4%	5,9%
Secteur public	1042	56,8%	1057	55,3%	1,4%
Total	1836	100,0%	1912	100,0%	4,2%
Contrats de développement	350	19,1%	145	7,6%	-58,6%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été porté de 76 339 F CFP à 77 866 F CFP, soit + 2 % à compter du 1^{er} janvier 2008.

Les salaires des agents permanents de l'administration territoriale, complètement déconnectés du SMIG mensuel, ont été revalorisés de + 1,5 % depuis le 1^{er} janvier 2007 et portés pour le salaire minimum de base de 103 741 F CFP au 31/12/2006 à 105 297 F CFP.

L'importance de l'écart entre le SMIG et les salaires moyens de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

1.3.3 LES PRIX

A fin mars 2008, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,5 %, en glissement annuel. Les services (+4 %, dont eau et entretien des logements +3,3 %) et les produits manufacturés (+0,9 %, dont combustibles et énergie +5,5 %) enregistrent les plus fortes hausses. En revanche, les prix des produits alimentaires accusent une baisse de 0,9 %, en un an, en raison notamment du recul des prix des produits tels que la charcuterie, les volailles et les conserves de viandes (-7,7 %), les boissons non alcoolisées (-12 %) et les produits de la pêche (-2,9 %).

L'évolution trimestrielle de l'indice des prix à la consommation s'avère en hausse de 0,7 % au 31 mars 2008. L'indice des prix des services et produits manufacturés augmente respectivement de 0,5 % et 0,9 % fin mars 2008, en rythme trimestriel. Néanmoins, on constate un regain d'inflation pour les produits alimentaires (+0,6 %, contre +1,4 % fin décembre 2007).

Il est nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice actuel devrait être mis à jour prochainement (nouvelles pondérations, élargissement du panier de prix) par le Service Territorial des Statistiques, suite aux résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	135,52	135,1	136,1	0,7%	0,5%
Indice des produits alimentaires	126,61	124,8	125,5	0,6%	-0,9%
Indice des produits manufacturés	140,71	140,7	142,0	0,9%	0,9%
Indice des services	157,54	163,0	163,8	0,5%	4,0%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les taxes à l'importation

Au 31 mars 2008, les recettes des droits de douanes et taxes d'entrée s'élèvent à 252 millions de F CFP, traduisant une relative stabilité par rapport à l'année précédente (-0,6 %). Néanmoins, il convient de noter que les droits de douanes enregistrent une baisse de 4,4 % au 31 mars 2008, en glissement annuel, tandis que les revenus des taxes d'entrée augmentent de 0,9 % à 183,2 millions de F CFP au 31/03/2008.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 31/03/2007	Cumul au 31/03/2008	Variation p/r à l'exercice précédent
Droits de douanes ⁽¹⁾	72,4	69,2	-4,4%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	181,6	183,2	0,9%
TOTAL	254	252	-0,6%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

Enregistrant près de 1.200 millions de F CFP au premier trimestre 2008, les importations révèlent une baisse de 30 % par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'est traduite par une baisse de la demande en produits alimentaires (-40,2 %), et en matériel de transport (-32,1 %) principalement. En revanche, seules les importations en « marchandises et produits divers » (mobilier et articles de sport...) enregistrent une hausse ce trimestre (+42,7 %).

Importations en valeur (millions de XPF)

	Total 2007		4ème Trimestre 2007		1er Trimestre 2008		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2008	Importations 2008 / total 2007
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part			
Produits alimentaires	1 550,3	28,3%	522,5	30,8%	312	26,3%	-40,2%	312,4	20,2%
Matériel de transport	789,3	14,4%	269,3	15,9%	182,8	15,4%	-32,1%	182,8	23,2%
Produits minéraux (ciments, Fournitures, BTP ...)	900,5	16,4%	230,6	13,6%	210,4	17,7%	-8,7%	210,4	23,4%
Machines et appareils (1)	545,1	9,9%	166,5	9,8%	118,9	10,0%	-28,6%	118,9	21,8%
Industries chimiques (2)	562,6	10,3%	157,1	9,3%	156,5	13,2%	-0,4%	156,5	27,8%
Linges et accessoires	485,4	8,9%	143,0	8,4%	88,3	7,4%	-38,3%	88,3	18,2%
Marchandises et produits divers (3)	216,3	3,9%	62,8	3,7%	37,1	3,1%	-41,0%	37,1	17,1%
Papiers, cartons	146,6	2,7%	39,4	2,3%	56,2	4,7%	42,7%	56,2	38,3%
Objets d'art et de collection	111,0	2,0%	35,7	2,1%	24,0	2,0%	-32,8%	24,0	21,6%
Armes et munitions	171,6	3,1%	67,4	4,0%	0,0	0,0%	-	0,0	0,0%
Objets d'art et de collection	0,1	0,0%	0,0	0,0%	0,2	0,0%	-	0,2	141,1%
Objets d'art et de collection	0,3	0,0%	0,1	0,0%	0,0	0,0%	-	0,0	0,0%
Total	5 479,0	100,0%	1 694,3	100,0%	1 186,7	100,0%	-30,0%	1 186,7	21,7%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

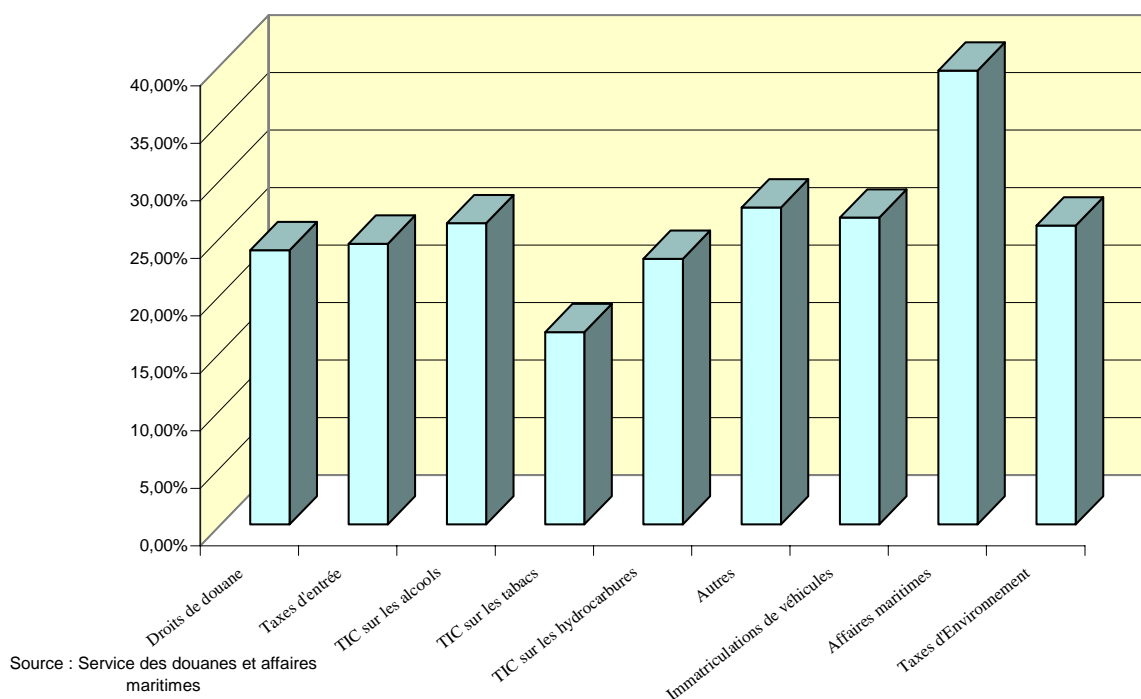
Les recettes fiscales perçues au 31 mars 2008 s'élèvent à 484 millions de F CFP, en hausse de 4,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. L'impact de la progression du nombre d'entreprises patentées s'est traduit par une amélioration des impôts directs (22,7 millions de F CFP de plus qu'en mars 2007). Ces recettes représentent 29 % de l'objectif prévu dans le budget primitif 2008. Il convient de souligner que le montant des recettes des impôts directs représente au 31 mars 2008, 88,7 % de l'objectif prévu au budget primitif 2008, résultant de la hausse du nombre d'entreprises patentées sur la période.

Evolution budgétaire des recettes fiscales

Recettes en millions de F CFP		...prévues au budget primitif 2008	...réalisées au 31/03/2008	% réalisé
Recettes douanieres	Droits de douane	290	69,2	23,9%
	Taxes d'entrée	750	183,2	24,4%
	Sous total	1040	252,4	24,3%
	Taxes intérieures de consommation :			
	alcools	150	39,3	26,2%
tabacs	135	22,6	16,7%	
hydrocarbures	135	31,2	23,1%	
Autres	9	2,5	27,6%	
Sous total	428,9	95,6	22,3%	
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	11	3,0	26,7%
	Affaires maritimes	62	24,4	39,5%
	Taxes d'Environnement	5	1,3	26,0%
	Sous total	78,1	28,7	36,8%
Total Taxes et droits indirects	1547,0	376,7	24,3%	
Impôts directs	121,0	107,3	88,7%	
TOTAL	1668,0	484,0	29,0%	
Ventes des tabacs	235	54,6	23,2%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Réalisations budgétaires - recettes du Territoire au 31 mars 2008



1.3.6 L'ENERGIE

L'énergie électrique

La production globale d'électricité est en retrait de 3,8 % par rapport à l'année précédente à 4.944 milliers de kWh fin mars 2008. Les ventes d'électricité enregistrent également un recul sur la période, -2,8 % au 31 mars 2008, en glissement annuel. En revanche, le nombre d'abonnés accuse une hausse de 1,9 % sur l'année.

Sur le plan trimestriel, la production et les ventes totales d'électricité ont enregistré des baisses respectives de 3,1 % et 1,4 % à fin mars 2008. A contrario, le nombre d'abonnés, Wallis et Futuna confondus, augmente de 1 % ce trimestre.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation / 1er trim. 2007	Variation trimestrielle
Production globale (milliers de kWh)	5 137	5 102	4 944	-3,8%	-3,1%
Wallis	4 156	4 184	4 048	-2,6%	-3,3%
Futuna	981	918	896	-8,7%	-2,4%
Ventes totales (milliers de kWh)	4 291	4 231	4 171	-2,8%	-1,4%
Wallis	3 407	3 424	3 367	-1,2%	-1,7%
Futuna	884	807	804	-9,0%	-0,4%
Abonnés	3 655	3 695	3 726	1,9%	0,8%
Wallis	2 541	2 557	2 584	1,7%	1,1%
Futuna	1 114	1 138	1 142	2,5%	0,4%

Source : EEFW

L'évolution annuelle des tarifs de l'énergie électrique est en progression de 4,7 % toutes tranches et tous types de tensions confondus.

En rythme trimestriel, les tarifs enregistrent une hausse de 1,6 % au 31 mars 2008 .

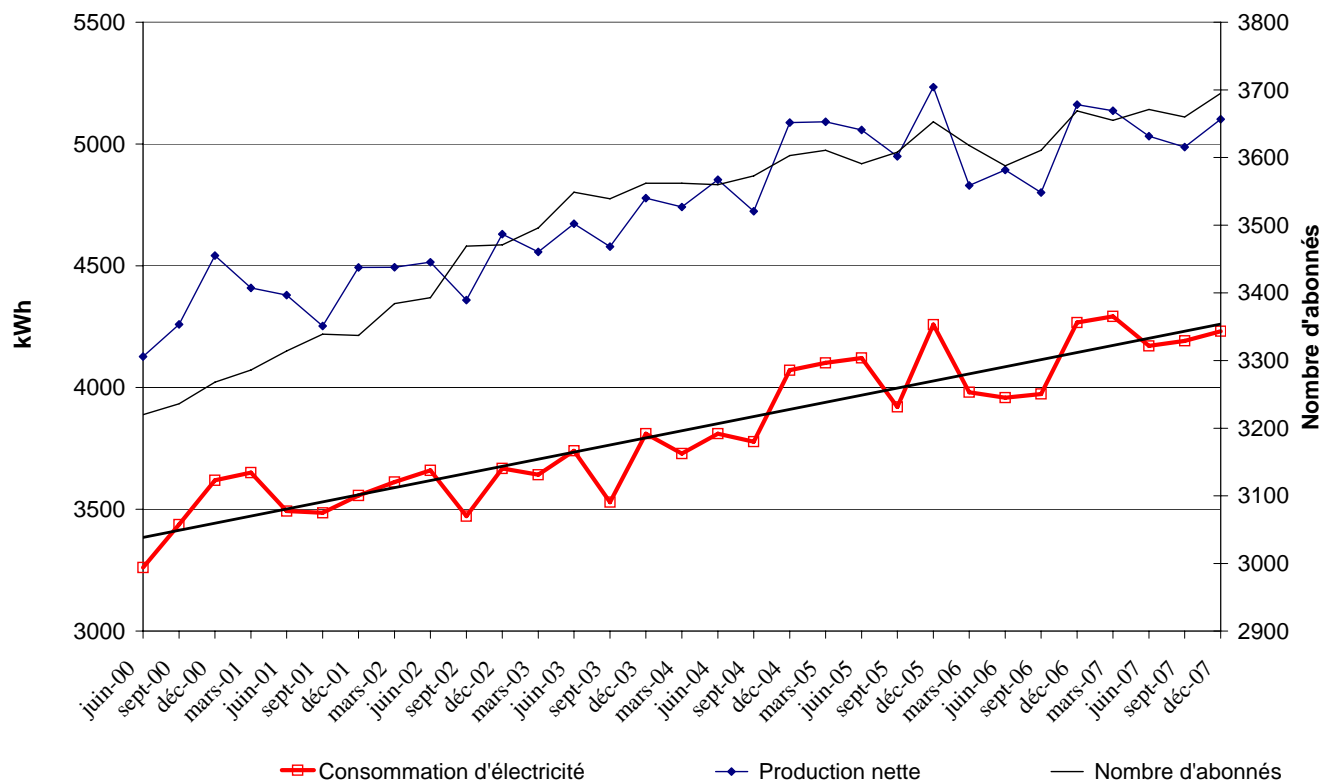
Evolution de la tarification de l'énergie électrique

<i>prix du kWh en F CFP</i>	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation / 1er trim. 2007	Variation trimestrielle
Basse tension					
Petits utilisateurs	69,36	71,46	72,59	4,7%	1,6%
1ère tranche	86,7	89,32	90,73	4,7%	1,6%
2ème tranche	69,36	71,46	72,59	4,7%	1,6%
3ème tranche	52,02	53,59	54,44	4,7%	1,6%
Prix moyen	69,36	71,46	72,59	4,7%	1,6%
Moyenne tension					
1ère tranche	65,03	66,99	68,05	4,7%	1,6%
2ème tranche	43,35	44,66	45,37	4,7%	1,6%
Prix moyen	54,19	55,83	56,71	4,7%	1,6%

Source : EEFW

Depuis 2000, le secteur de l'électricité profite d'une croissance de la demande. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 3 200 à 3700 en sept ans, conduisant à une hausse de la consommation et de la production.

Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna



Source : EEWF

Les hydrocarbures

Au 31 mars 2008, l'ensemble des indicateurs de consommation d'hydrocarbures apparaît à la baisse par rapport à la période précédente, -4,7 % pour l'essence (à 529,6 milliers de litres), -3,4 % pour le gasoil (à 1.883,9 milliers de litres), et -7,2 % (231,8 milliers de litres) pour le pétrole Jet A1. En revanche, le gaz butane enregistre une hausse de 3,6 % à 62,4 milliers de litres, en glissement annuel.

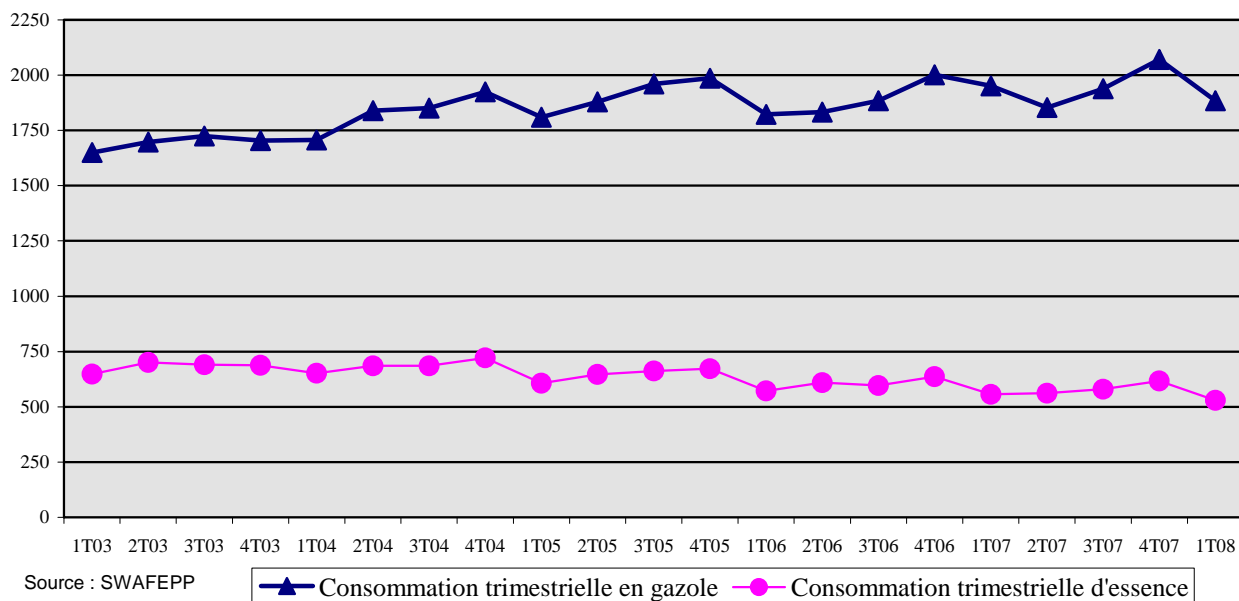
En rythme trimestriel, la consommation d'hydrocarbures suit la même tendance baissière que celle enregistrée sur l'année. Les ventes d'essence, de gasoil et de pétrole Jet A1 accusent des baisses respectives de 14,1 %, 9,1 % et 9,8 % au premier trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Néanmoins, le gaz butane reste relativement stable sur le trimestre.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul		Variation / Cumul n-1	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation / trimestre précédent	Rappel 1er trimestre 2007
	(avril 2006 - mars 2007)	(avril 2007 - mars 2008)					
Essence							
Wallis	2247,8	1975,1	-12,1%	536,6	455,3	-15,2%	473,1
Futuna	375,3	312,9	-16,6%	80,0	74,3	-7,2%	82,8
Total	2623,1	2288,0	-12,8%	616,6	529,6	-14,1%	555,9
Gazole							
Wallis	6548,4	6133,0	-6,3%	1656,3	1489,7	-10,1%	1511,0
Futuna	1835,8	1614,8	-12,0%	415,1	394,2	-5,0%	439,8
Total	8384,2	7747,8	-7,6%	2071,4	1883,9	-9,1%	1950,8
Pétrole Jet A1							
Wallis	896,6	967,4	7,9%	256,9	231,8	-9,8%	248,6
Futuna	5,3	1,8	-66,4%	0,0	0,0	-	1,2
Total	902,0	969,2	7,5%	256,9	231,8	-9,8%	249,8
Gaz butane (Total)	262,2	243,5	-7,1%	62,6	62,4	-0,3%	60,2

Source : SWAFEPP

**Consommation trimestrielle d'hydrocarbures à Wallis et futuna
(en milliers de litres)**



Source : SWAFEPP

▲ Consommation trimestrielle en gazole ● Consommation trimestrielle d'essence

1.3.7 LES ECHANGES

Le trafic aérien

Trafic international

Au premier trimestre 2008, l'évolution du trafic international est en hausse de 32,1 %, en nombre de vols, par rapport à l'année précédente. Le nombre de passagers a été porté de 6.366 à 7.214, soit une augmentation de 13,9 % en un an. Sur la période, le fret de marchandises et le transport postal progressent respectivement de 8,6 % et 22,7 % comparé à un an plus tôt

En glissement trimestriel, l'évolution du trafic international suit la même tendance haussière à l'exception du fret de marchandises qui reste relativement stable au 31 mars 2008.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international

	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	56	68	74	32,1%	8,8%
Passagers	6 366	3 268	7 214	13,3%	-
Fret (kg)	42 959	46 599	46 635	8,6%	0,1%
Poste (kg)	15 596	13 658	19 130	22,7%	40,1%

Source : Aviation civile

Trafic domestique

Le trafic intérieur enregistre une hausse de 8,1 % au premier trimestre 2008 par rapport l'année précédente. Le nombre de passagers augmente de 2,7 % à 2.972 passagers au 31 mars 2008, en glissement annuel. Sur la période, le volume de fret de marchandises affiche une hausse de 4,2 tonnes de marchandises importées par rapport à fin mars 2007 tandis que celui du fret postal accuse une baisse de 43,7 % sur un an.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique

	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	260	302	281	8,1%	-7,0%
Passagers	2 893	3 268	2 972	2,7%	-9,1%
Fret (kg)	2 756	4 396	7 006	-	59,4%
Poste (kg)	2 372	1 604	1 336	-43,7%	-16,7%

Source : Aviation civile

En rythme trimestriel, le trafic intérieur subit un ralentissement de -7 % en nombre de vols et de 9,1 % en nombre de passagers. Le fret postal suit la même tendance baissière (-16,7 %) sur le trimestre tandis que le fret de marchandises enregistre une hausse de 59,4 % au 31 mars 2008.

Le trafic maritime

Le premier trimestre 2008 révèle une amélioration du trafic maritime tant en variation annuelle que trimestrielle. 11 touchées de navires ont été dénombrées ce trimestre contre 6 au trimestre précédent. Depuis le mois de janvier 2008, deux cargos de marchandises desservent mensuellement le Territoire au lieu de un précédemment.

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Porte - conteneurs	3	3	6	-	-
Pétroliers	3	2	4	33,3%	100,0%
Butaniers	1	1	1	-	-
Total	7	6	11	57,1%	83,3%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Au 31 mars 2008, le nombre d'abonnements téléphoniques enregistre une hausse de 24,5 % en glissement annuel, à 2.789 abonnés. Cette évolution s'explique par une augmentation de 333 abonnements téléphoniques correspondant à l'ouverture de lignes supplémentaires et non à la création de nouvelles lignes. Par ailleurs, le nombre d'abonnés à Internet accuse une hausse de 12,8 %, en rythme annuel.

En variation trimestrielle, le nombre d'abonnés au téléphone et à Internet suit la même tendance que celle observée sur l'année, enregistrant des hausses respectives de 15,2 % et 17,5 % à fin mars 2008. La croissance du nombre d'abonnés Internet est liée aux nouvelles arrivées de début d'année des fonctionnaires de l'Education Nationale mais également à la politique commerciale effectuée lors de la mise en place de l'Adsl expliquant ainsi le transfert des abonnés Internet sur l'Adsl.

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	31-mars-07	31-déc-07	31-mars-08	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Nombre d'abonnés Téléphone	2240	2420	2789	24,5%	15,2%
Nombre d'abonnés Internet	577	554	651	12,8%	17,5%
dont abonnés Adsl	-	225	450	-	100,0%
Taux d'abonnés Internet et Adsl	26%	23%	23%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

En glissement trimestriel, le Franc pacifique connaît une appréciation par rapport aux principales devises observées. Au 31 mars 2008, alors que vous échangez 81,1 F CFP contre 1 dollar américain trois mois plus tôt, il ne vous faut que 75,5 F CFP.

IEOM WALLIS ET FUTUNA

en XPF	Au	Au	Au	Au	Variations		
	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008	m-3	m-6	m-12
100 JPY	75,86	72,96	72,35	75,83	4,81%	3,93%	-0,04%
USD	89,60	84,16	81,06	75,47	-6,90%	-10,33%	-15,77%
AUD	72,39	74,24	71,21	68,84	-3,32%	-7,27%	-4,90%
NZD	64,01	63,69	62,73	59,43	-5,26%	-6,69%	-7,15%
SGD	59,06	56,65	56,39	54,69	-3,01%	-3,46%	-7,40%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe - indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

Synthèse Internationale

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actifs et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques en échange de leurs crédits immobiliers subprimes. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêt directeurs.

Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve Fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur en le portant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008.

De son côté, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés depuis juin 2007, du fait de la persistance de fortes pressions inflationnistes et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a même dépassé en avril 2008, le seuil de 1,60 dollar.

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor Public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

VUE GENERALE AU 31 MARS 2008

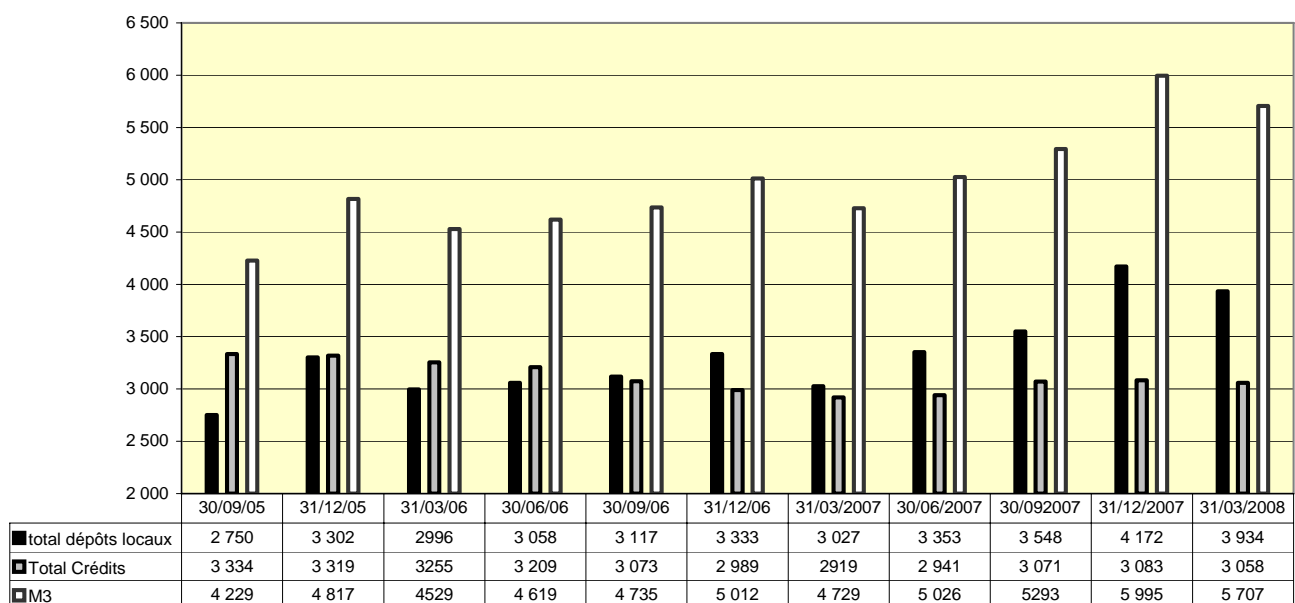
Remarque liminaire : Les dépôts locaux ainsi que la masse monétaire M3 suivent un cycle annuel marqué par une baisse sensible de leurs encours à la fin du premier trimestre de l'année en cours par rapport au dernier trimestre de l'année écoulée. Cette évolution est le résultat du mouvement des encaisses détenues par les fonctionnaires d'Etat de l'Education Nationale qui partent en fin d'année et qui sont remplacés en début d'année suivante.

-**L'ensemble des dépôts collectés et gérés localement** a augmenté de 30 % à 3.934 millions de F CFP au 31 mars 2008 par rapport à la même période l'année précédente. En revanche, ces dépôts accusent une baisse de 5,7 % sur le trimestre.

-**L'encours des crédits bancaires** s'élève à 3.058 millions de F CFP à la fin du premier trimestre 2008, en hausse de 4,7 %, en glissement annuel. A contrario, il diminue légèrement de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

-**La masse monétaire (M3)**, enregistre une augmentation de 20,6 % au 31 mars 2008, en rythme annuel. Elle subit une baisse de 4,8 % au premier trimestre 2008 (voir remarque liminaire), en rythme trimestriel, pour atteindre 5.707 millions de F CFP. Cette évolution suit pleinement la progression de l'encours des dépôts observée depuis septembre 2005.

Evolution des principales données monétaires (valeurs en millions de F CFP)



nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

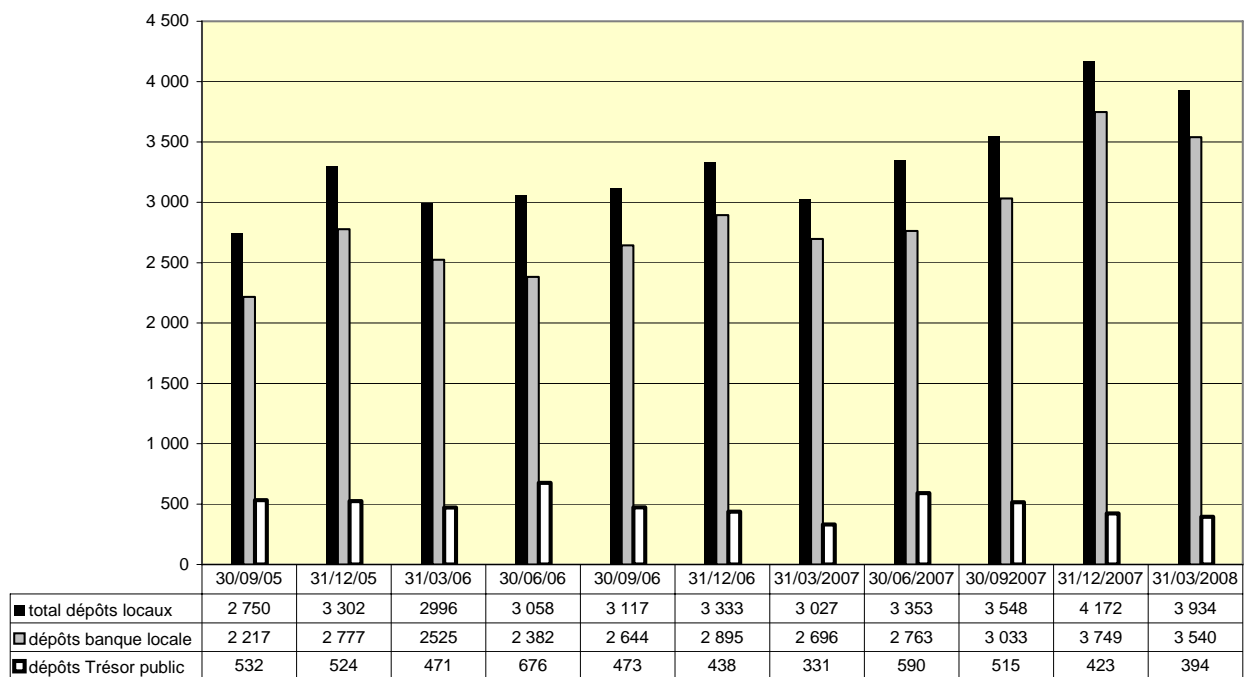
L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor Public et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de crédit de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable et perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor Public car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission.

Au premier trimestre de l'année 2008, la valeur des dépôts collectés par la banque locale et par le Trésor Public enregistre des hausses respectives de 31,3 % et 19 % par rapport à l'année précédente. En revanche, en rythme trimestriel, les dépôts de la banque locale et du Trésor Public accusent une baisse de respectivement 5,6 % et 6,8 %.

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de F CFP)



Dépôts à vue

Totalisant 3.934 millions de F CFP au premier trimestre 2008, les dépôts locaux enregistrent une hausse de 30 %, en glissement annuel. En revanche, sur le trimestre ils accusent une baisse 5,7 %.

Les dépôts à vue dont la part dans l'ensemble des dépôts reste prépondérante (68,5 %), augmente de 26,9 % par rapport à la même période de l'année précédente pour atteindre 2.695 millions de F CFP au 31 mars 2008. Néanmoins, ils sont en diminution de 2,7 % par rapport au trimestre précédent.

TABLEAU I
Epargne collectée par les établissements locaux pour leur propre compte (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	2 123	2 351	2 769	2 695	26,9%	14,6%	- 2,7%
dont banque locale	1 792	1 836	2 346	2 301	28,4%	25,3%	- 1,9%
dont Trésor Public	331	515	423	394	19,0%	-23,5%	- 6,9%
Comptes sur livrets	406	362	458	382	- 5,9%	5,5%	-16,6%
dont banque locale	406	362	458	382	- 5,9%	5,5%	-16,6%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements liquides et à court terme	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
Dépôts à terme	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	3 027	3 548	4 172	3 934	30,0%	10,9%	- 5,7%
dont banque locale	2 696	3 033	3 749	3 540	31,3%	16,7%	- 5,6%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	-	-	-	-	-	-	-
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 027	3 548	4 172	3 934	30,0%	10,9%	- 5,7%
dont banque locale	2 696	3 033	3 749	3 540	31,3%	16,7%	- 5,6%
dont Trésor Public	331	515	423	394	19,0%	-23,5%	- 6,9%

part des dépôts à vue	70,14%	66,26%	66,37%	68,51%
part des comptes sur livrets	13,41%	10,20%	10,98%	9,71%
part des autres placements liquides à court terme	16,45%	23,53%	22,65%	21,78%

Comptes sur livrets et dépôts à terme

Les encours des comptes sur livrets et dépôts à termes sont exclusivement collectés par la banque locale. Au 31 mars 2008, ils enregistrent des baisses respectives de 16,6 % (à 382 millions de F CFP) et 9,3 % (à 857 millions de F CFP) par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, on constate toutefois une nette progression des comptes à terme (72,1 %) tandis que la baisse de l'encours des comptes sur livrets se poursuit (-5,9 %).

2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

Après avoir subi une baisse au dernier trimestre de l'année 2007, l'épargne collectée localement, et gérée hors zone d'émission enregistre une hausse de 1,4 % au 31 mars 2008, en rythme trimestriel. En glissement annuel, elle apparaît relativement stable (0,1 %) et s'établit à 4.233 millions de F CFP.

Les placements liquides et à court terme

Constitués exclusivement des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires, les placements liquides à court terme s'élèvent à 987 millions de F CFP ce trimestre contre 1.018 millions de F CFP un an plus tôt, soit une diminution de 3 %.

A contrario, en rythme trimestriel, ils enregistrent une hausse de 3 %.

Les placements d'épargne à long terme

Le montant de l'épargne à long terme s'établit à 3.248 millions de F CFP au 31 mars 2008, en progression de 1,2 % sur un an, sous l'impulsion des produits d'assurance-vie.

Ces placements enregistrent une augmentation de 1 % sur le trimestre.

TABLEAU II
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 018	996	958	987	- 3,0%	- 0,9%	3,0%
OPCVM monétaires	1 018	996	958	987	- 3,0%	- 0,9%	3,0%
Placements d'épargne à long terme	3 209	3 293	3 217	3 248	1,2%	- 1,4%	1,0%
Actions	22	21	20	17	-22,7%	-19,0%	-15,0%
Obligations	1 511	1 499	1 385	1 373	- 9,1%	- 8,4%	- 0,9%
OPCVM non monétaires	1 161	1 160	1 190	1 177	1,4%	1,5%	- 1,1%
Assurances-vie	515	613	622	681	32,2%	11,1%	9,5%
TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE	4 228	4 289	4 175	4 233	0,1%	- 1,3%	1,4%

2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

La répartition des dépôts collectés par les établissements de crédits locaux pour leur propre compte est caractérisée par la prépondérance des particuliers (43,2 %) et des entreprises (42,6 %). La part de particuliers a diminué, passant de 54 % au 31 mars 2007 à 43,2 % un an plus tard, en faveur des entreprises (+10 points de base). Par ailleurs, celle des autres agents a été ramenée de 13,3 % fin mars 2007 à 12 % fin mars 2008.

L'encours des dépôts détenus par les entreprises croît fortement au premier trimestre 2008 (+69,6 %), sous l'impulsion des dépôts à vue (+55,3 %) et des autres dépôts (+67,9 %). Les particuliers et les autres agents voient également leurs encours augmenter à fin mars 2008 par rapport à l'année précédente (respectivement +4 % et +16,2 %).

Répartition des dépôts locaux par agents économiques au 31 mars 2008

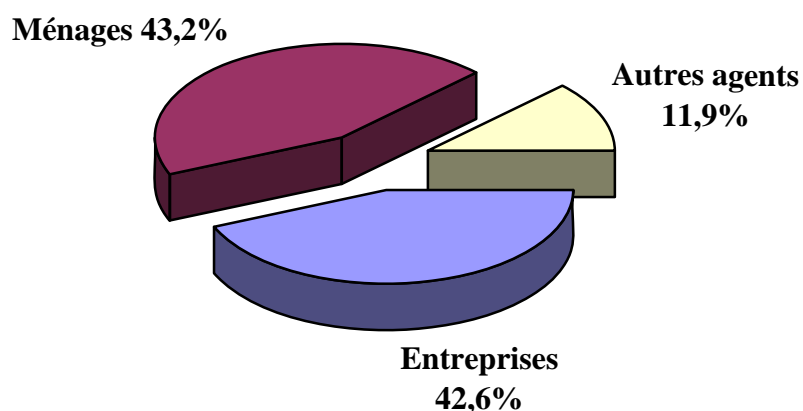


TABLEAU III
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre par agent économique

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2007		31/03/2008		m/m-12
	m-12	%	m	%	
Dépôts à vue	2 123		2 695		26,9%
Entreprises	751	35,4%	1 166	43,3%	55,3%
Ménages	1 240	58,4%	1 277	47,4%	3,0%
Autres agents	131	6,2%	252	9,4%	92,4%
					-
Autres dépôts	904		1 239		37,1%
Entreprises	237	26,2%	398	32,1%	67,9%
Ménages	395	43,7%	559	45,1%	41,5%
Autres agents	271	30,0%	282	22,8%	4,1%
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	3 027		3 934		30,0%
Entreprises	988	32,6%	1 676	42,6%	69,6%
Ménages	1 635	54,0%	1 701	43,2%	4,0%
Autres agents	402	13,3%	467	11,9%	16,2%
					-
Certificats de dépôts (CDD)	-		-		-
					-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 027		3 934		30,0%

2.1.4 EPARGNE COLLECTEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT LOCAUX ET GEREE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (DEPOTS HZE)

Totalisant un montant de 4.233 millions de F CFP au 31 mars 2008, l'encours géré hors zone d'émission reste relativement stable (+0,1 %) par rapport à l'année précédente.

Les dépôts des entreprises affichent une baisse de 14,1 % à fin mars 2008, à 165 millions de F CFP. Ils représentent 3,9 % du montant total de l'épargne gérée par les institutions extérieures contre 4,5 % à la même époque de l'année précédente.

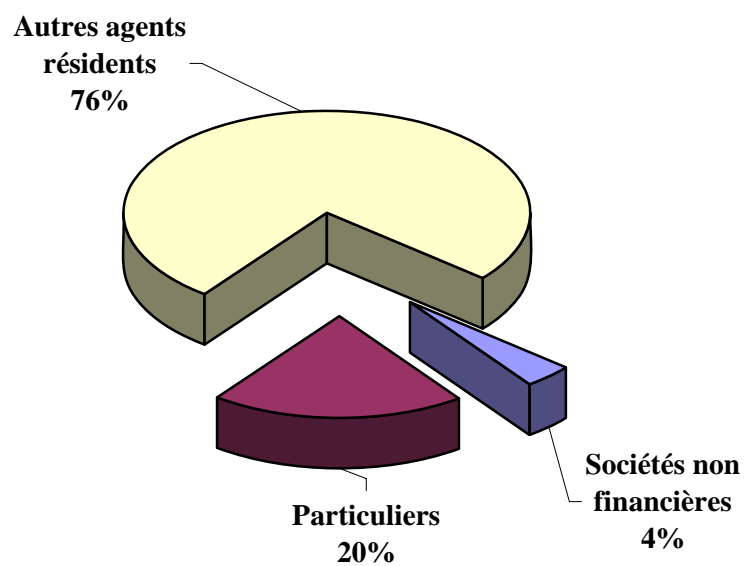
Les avoirs des autres agents (75,7 % du total de l'épargne collectée), constitués de l'épargne des administrations publiques, diminuent de 2,5 % en un an.

En revanche, les avoirs HZE des particuliers, concentrent 20,4 % du montant total de l'épargne et enregistrent une hausse de 15,1 %, en glissement annuel.

TABLEAU III bis
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures par agent économique

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2007		31/03/2008		m/m-12
	m-12	%	m	%	
TOTAL	4 228		4 233		0,1%
Entreprises	192	4,5%	165	3,9%	-14,1%
Ménages	749	17,7%	862	20,4%	15,1%
Autres agents	3 287	77,7%	3 205	75,7%	- 2,5%

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers regroupent l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire.

Au premier trimestre 2008, le total des passifs financiers atteint 3.058 millions de F CFP, répartis pour 53 % hors zone (contre 54 % au trimestre précédent) et 47 % dans la zone d'émission (contre 46 % trois mois auparavant). Ils révèlent une hausse de 4,3 % en glissement annuel et une baisse de 0,8 % sur le trimestre.

2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

Au premier trimestre 2008, les concours à caractère bancaire de la zone d'émission continuent de progresser (12,5 %) comparé à un an plus tôt pour atteindre 1.430 millions de F CFP. En glissement trimestriel, ils enregistrent une légère hausse de 0,9 %.

Les concours portent à 68 % sur les crédits de trésorerie accordés par la banque locale aux particuliers. Ces derniers enregistrent une hausse de 11,4 % sur la période, en rythme annuel, à 974 millions de F CFP. En revanche, en variation trimestrielle, ils accusent une baisse 3 millions de F CFP.

Les crédits à l'équipement (4,2 % des concours) augmentent de 41,9 % ce trimestre par rapport à l'année précédente. A contrario, ils se sont inscrits en baisse de 7,6 % par rapport au quatrième trimestre 2007.

Les crédits à l'habitat (4,2 % des concours) s'établissent à 61 millions de F CFP ce trimestre contre 70 millions de F CFP il y a un an, soit une baisse de 12,9 %. En variation trimestrielle, ils suivent la même tendance baissière (-10,3 %).

Représentant 13,4 % des concours à caractère bancaire, les comptes ordinaires débiteurs progressent sensiblement fin mars 2008, +24,7 % en glissement annuel et +19,3 % en rythme trimestriel.

TABLEAU IV
 Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situés dans la zone d'émission)

	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales							
Crédits de trésorerie	874	907	977	974	11,4%	7,4%	- 0,3%
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Ménages	874	907	977	974	11,4%	7,4%	- 0,3%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	43	71	66	61	41,9%	-14,1%	- 7,6%
Entreprises	43	71	66	61	41,9%	-14,1%	- 7,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	31	31	29	27	-12,9%	-12,9%	- 6,9%
Ménages	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	70	70	68	61	-12,9%	-12,9%	-10,3%
Entreprises	-	5	5	-	-	-	-
Ménages	70	65	63	61	-12,9%	- 6,2%	- 3,2%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	154	161	161	192	24,7%	19,3%	19,3%
Entreprises	139	147	139	173	24,5%	17,7%	24,5%
Ménages	15	14	22	19	26,7%	35,7%	-13,6%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	12	34	40	37	-	8,8%	- 7,5%
Entreprises	12	34	40	37	-	8,8%	- 7,5%
Ménages	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	6	4	-	1	-83,3%	-75,0%	-
Entreprises	1	1	-	-	-	-	-
Ménages	5	3	-	1	-80,0%	-66,7%	-
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 159	1 247	1 312	1 326	14,4%	6,3%	1,1%
Entreprises	226	289	279	298	31,9%	3,1%	6,8%
Ménages	964	989	1 062	1 055	9,4%	6,7%	- 0,7%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Provisions non ventilées	100	99	99	96	- 4,0%	- 3,0%	- 3,0%
Autres concours non ventilés	12	8	6	8	-33,3%	-	33,3%
TOTAL BRUT	1 271	1 354	1 417	1 430	12,5%	5,6%	0,9%

2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

L'encours des crédits accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission (53 % du total des concours accordés aux agents du Territoire au 31 mars 2008) continue de se dégrader tant en rythme annuel (-2 %) que trimestriel (-2,3 %) pour s'établir à 1.628 millions de F CFP au premier trimestre 2008.

L'évolution annuelle résulte principalement de la baisse des crédits à l'habitat, des crédits à l'équipement et des créances douteuses respectivement de -15,9 %, -7,1 % et de -5,9 %.

La répartition des concours de caractère bancaire accordés par les établissements installés hors zone d'émission met en évidence la part prépondérante détenue par les particuliers (59,4 %) devant les autres agents (25,9 %) et les entreprises (5 %).

La ventilation des concours par nature hors zone d'émission se révèle comme suit : crédits à l'habitat (39,3 %), crédits à l'équipements (26,3 %) et créances douteuses (24,4 %).

TABLEAU V
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situé hors zone d'émission

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008			
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	462	443	430	429	- 7,1%	- 3,2%	- 0,2%
Entreprises	-	-	6	6	-	-	-
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	-	-	6	6	-	-	-
Ménages	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	462	443	424	423	- 8,4%	- 4,5%	- 0,2%
Crédits à l'habitat	761	688	664	640	-15,9%	- 7,0%	- 3,6%
Entreprises	2	2	2	1	-50,0%	-50,0%	-50,0%
Ménages	759	686	662	639	-15,8%	- 6,9%	- 3,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	422	404	409	397	- 5,9%	- 1,7%	- 2,9%
Entreprises	88	82	79	75	-14,8%	- 8,5%	- 5,1%
Ménages	333	322	330	322	- 3,3%	-	- 2,4%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	16	15	8	7	-56,3%	-53,3%	-12,5%
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Ménages	16	15	8	7	-56,3%	-53,3%	-12,5%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 661	1 550	1 511	1 473	-11,3%	- 5,0%	- 2,5%
Entreprises	90	84	87	82	- 8,9%	- 2,4%	- 5,7%
Ménages	1 108	1 023	1 000	968	-12,6%	- 5,4%	- 3,2%
Autres agents	462	443	424	423	- 8,4%	- 4,5%	- 0,2%
Provisions non ventilées	-	-	-	-	-	-	-
Autres concours non ventilés	-	168	155	155	-	- 7,7%	-
TOTAL BRUT	1 661	1 718	1 666	1 628	- 2,0%	- 5,2%	- 2,3%

2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

Toutes zones d'émission confondues, les concours à caractère bancaire s'affichent à 3.058 millions de F CFP à fin mars 2008, en croissance de 4,3 % en un an. En revanche, ces concours enregistrent une baisse de 0,8 % sur le trimestre.

Les particuliers sont les premiers emprunteurs du Territoire (72 % du total net), totalisant un encours de 2.023 millions de F CFP au premier trimestre 2008, en baisse de 2,4 % en glissement annuel. En variation trimestrielle, les encours des particuliers suivent la même tendance baissière (-1,9 %). Ces crédits se répartissent entre les crédits de trésorerie (974 millions de F CFP) et les crédits à l'habitat (700 millions de F CFP).

L'encours des prêts aux entreprises s'élève à 380 millions de F CFP contre 316 millions de F CFP un an plus tôt. Il est composé à 45,5 % de comptes ordinaires débiteurs. Sur le trimestre, les crédits accordés aux entreprises sont en hausse de 3,8 %.

Cependant, les crédits octroyés aux autres agents, ont été marqués par un reflux de 8,4 % ce trimestre par rapport à l'année précédente et sont constitués exclusivement de crédits à l'équipement.

Depuis 2003, la part des crédits à l'habitat a toutefois tendance à décroître graduellement au profit notamment des crédits à l'équipement. Le poids des crédits de trésorerie n'enregistre pas de variation significative sur les quatre dernières années. Par ailleurs, les comptes ordinaires débiteurs représentent toujours une partie minime du total des encours.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de F CFP)

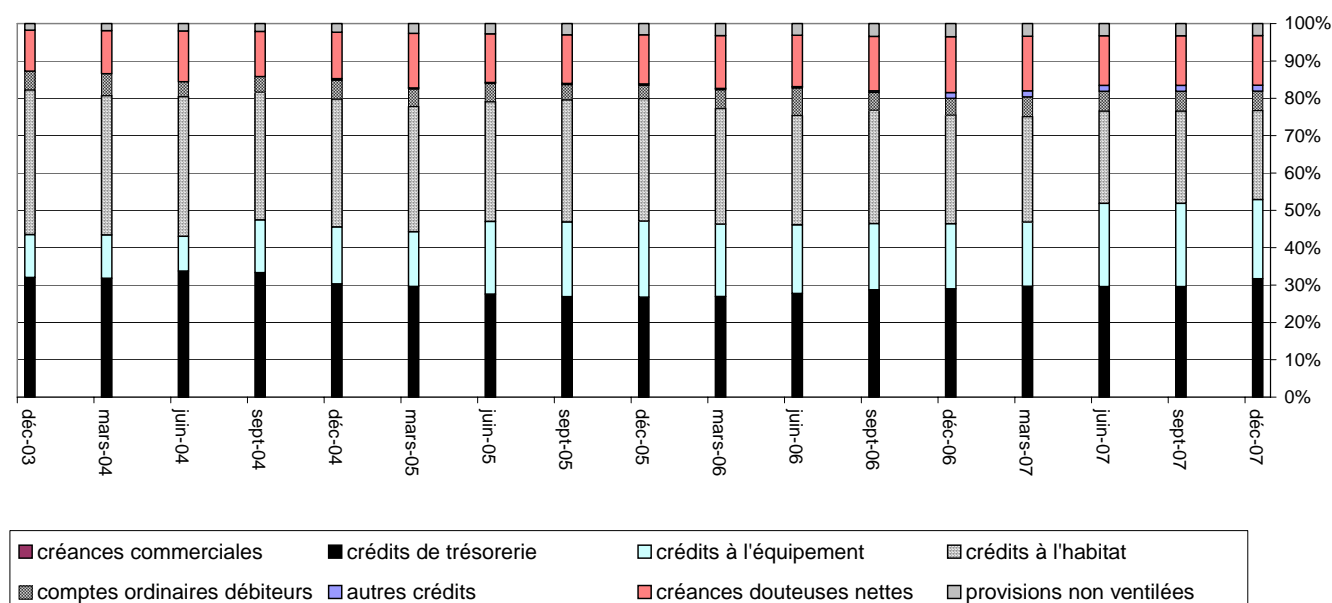


TABLEAU IV+V
Concours de caractère bancaire toutes zones d'émission confondues

	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	874	907	977	974	11,4%	7,4%	- 0,3%
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	874	907	977	974	11,4%	7,4%	- 0,3%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	505	514	496	490	- 3,0%	- 4,7%	- 1,2%
Entreprises	43	71	72	67	55,8%	- 5,6%	- 6,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	31	31	35	33	6,5%	6,5%	- 5,7%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	462	443	424	423	- 8,4%	- 4,5%	- 0,2%
Crédits à l'habitat	831	758	732	701	-15,6%	- 7,5%	- 4,2%
Entreprises	2	7	7	1	-50,0%	-85,7%	-85,7%
Particuliers	829	751	725	700	-15,6%	- 6,8%	- 3,4%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	154	161	161	192	24,7%	19,3%	19,3%
Entreprises	139	147	139	173	24,5%	17,7%	24,5%
Particuliers	15	14	22	19	26,7%	35,7%	-13,6%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	28	49	48	44	57,1%	-10,2%	- 8,3%
Entreprises	12	34	40	37	-	8,8%	- 7,5%
Particuliers	16	15	8	7	-56,3%	-53,3%	-12,5%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	428	408	409	398	- 7,0%	- 2,5%	- 2,7%
Entreprises	89	83	79	75	-15,7%	- 9,6%	- 5,1%
Particuliers	338	325	330	323	- 4,4%	- 0,6%	- 2,1%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	2 820	2 797	2 823	2 799	- 0,7%	0,1%	- 0,9%
Entreprises	316	373	366	380	20,3%	1,9%	3,8%
Particuliers	2 072	2 012	2 062	2 023	- 2,4%	0,5%	- 1,9%
Autres agents	462	443	424	423	- 8,4%	- 4,5%	- 0,2%
Provisions non ventilées	100	99	99	96	- 4,0%	- 3,0%	- 3,0%
Autres concours non ventilés	12	176	161	163	-	- 7,4%	1,2%
TOTAL BRUT	2 932	3 072	3 083	3 058	4,3%	- 0,5%	- 0,8%

2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a progressé (+20,7 %) au 31 mars 2008, à 5.707 millions de F CFP.

En variation trimestrielle, elle accuse une baisse de 4,8 % au premier trimestre 2008. Cette évolution résulte d'une diminution des dépôts à vue (-2,7 %), des dépôts à terme (-9,3 %) et de la circulation fiduciaire (-2,7 %).

Il convient de souligner que la part conséquente de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire (31 %) est autant liée au mode de règlement privilégié des transactions des wallisiens, sous forme d'espèces, qu'à la difficulté qu'ils rencontrent pour l'ouverture d'un compte bancaire.

TABLEAU VI
Composantes de la masse monétaire à Wallis et Futuna

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 702	1 746	1 822	1 773	4,2%	1,5%	- 2,7%
- Billets	1 704	1 747	1 822	1 773	4,0%	1,5%	- 2,7%
- Pièces	- 2	- 1	-	-	-	-	-
Dépôts à vue	2 123	2 351	2 769	2 695	26,9%	14,6%	- 2,7%
- Banque(s)	1 792	1 836	2 346	2 301	28,4%	25,3%	- 1,9%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	331	515	423	394	19,0%	-23,5%	- 6,9%
Total M1	3 825	4 097	4 591	4 468	16,8%	9,1%	- 2,7%
M2 - M1	406	362	458	382	- 5,9%	5,5%	-16,6%
Comptes sur livrets	406	362	458	382	- 5,9%	5,5%	-16,6%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
Total M2	4 231	4 459	5 049	4 850	14,6%	8,8%	- 3,9%
M3 - M2	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
Dépôts à terme	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
- Banque(s)	498	835	945	857	72,1%	2,6%	- 9,3%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Total M3	4 729	5 294	5 994	5 707	20,7%	7,8%	- 4,8%

2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

Les contreparties de la masse monétaire s'établissent à 5.707 millions de F CFP au premier trimestre 2008, en croissance de 20,7 % par rapport à la même période un an plus tôt.

En glissement trimestriel, elles diminuent de 4,8 %. Ce ralentissement s'explique par la baisse des avoirs hors zone de la banque locale (-8,8 %) et de l'Institut d'émission (-2,3%).

La position extérieure nette suit une tendance baissière sur le trimestre (-9,5 %), résultant d'une diminution des avoirs hors zone d'émission de 5,7 %. Elle progresse toutefois de 34,9 % au 31 mars 2008 par rapport à l'année précédente.

TABLEAU VII
Contreparties de la masse monétaire à Wallis et Futuna

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/03/2007	30/09/2007	31/12/2007	31/03/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	5 058	5 445	6 208	5 856	15,8%	7,5%	- 5,7%
- Institut d'émission	2 809	2 854	2 971	2 904	3,4%	1,8%	- 2,3%
- Etablissements de crédit locaux (*)	2 249	2 591	3 238	2 952	31,3%	13,9%	- 8,8%
Créances sur le Trésor public	300	487	358	360	20,0%	-26,1%	0,6%
Concours sur ressources monétaires	- 629	- 638	- 572	- 509	-19,1%	-20,2%	-11,0%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 269	1 355	1 417	1 430	12,7%	5,5%	0,9%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 898	1 992	1 989	1 939	2,2%	- 2,7%	- 2,5%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	579	591	596	601	3,8%	1,7%	0,8%
- Provisions sur créances douteuses	100	99	99	96	- 4,0%	- 3,0%	- 3,0%
- Engagements hors zone d'émission (*)	239	238	241	240	0,4%	0,8%	- 0,4%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	980	1 064	1 053	1 002	2,2%	- 5,8%	- 4,8%
Total	4 729	5 294	5 994	5 707	20,7%	7,8%	- 4,8%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	2 010	2 353	2 996	2 711	34,9%	15,2%	- 9,5%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

L'équilibre emploi-ressource des établissements de crédit du Territoire met en évidence l'importance des dépôts collectés (3.502 millions de F CFP au 31/03/2008) par rapport aux crédits accordés (1.430 millions de F CFP au premier trimestre 2008). En raison d'un volume insuffisant de crédits distribués par le système bancaire, la position extérieure nette est largement excédentaire, affichant 2.711 millions de F CFP au 31 mars 2007 sur un total de 4.265 millions de F CFP d'emplois.

L'évolution trimestrielle révèle, au niveau des emplois comme des ressources, un léger ralentissement du montant des crédits bruts (-0,9 %) et des dépôts collectés (-5,6 %).

Le financement bancaire sur ressources propres se fait à hauteur de 16 % du total des ressources du système bancaire local (contre 15 % le trimestre précédent).

TABLEAU VIII
Evolution du financement des crédits bancaires

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 269	38%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 644	78%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	678	20%
Réserves libres	ND		Excédent des op. diverses des EC	51	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 010	60%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 374	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 374	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 417	31%	Dépôts collectés (- encaisses)	3 711	82%
Réserves obligatoires	97	2%	Financement sur ressources propres *	695	15%
Réserves libres			Excédent des op. diverses des EC	105	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 996	66%	Réesc compte	ND	
TOTAL DES EMPLOIS	4 510	100%	TOTAL DES RESSOURCES	4 510	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2008					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 430	34%	Dépôts collectés (- encaisses)	3 502	82%
Réserves obligatoires	123	3%	Financement sur ressources propres *	697	16%
Réserves libres			Excédent des op. diverses des EC	66	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 711	64%	Réesc compte	ND	
TOTAL DES EMPLOIS	4 265	100%	TOTAL DES RESSOURCES	4 265	100%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Le décret n° 2008-166 du 21 février 2008 a fixé le taux d'intérêt légal à 3,99 % pour l'année 2008.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'intérêts légal	8,4%	8,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%

2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM

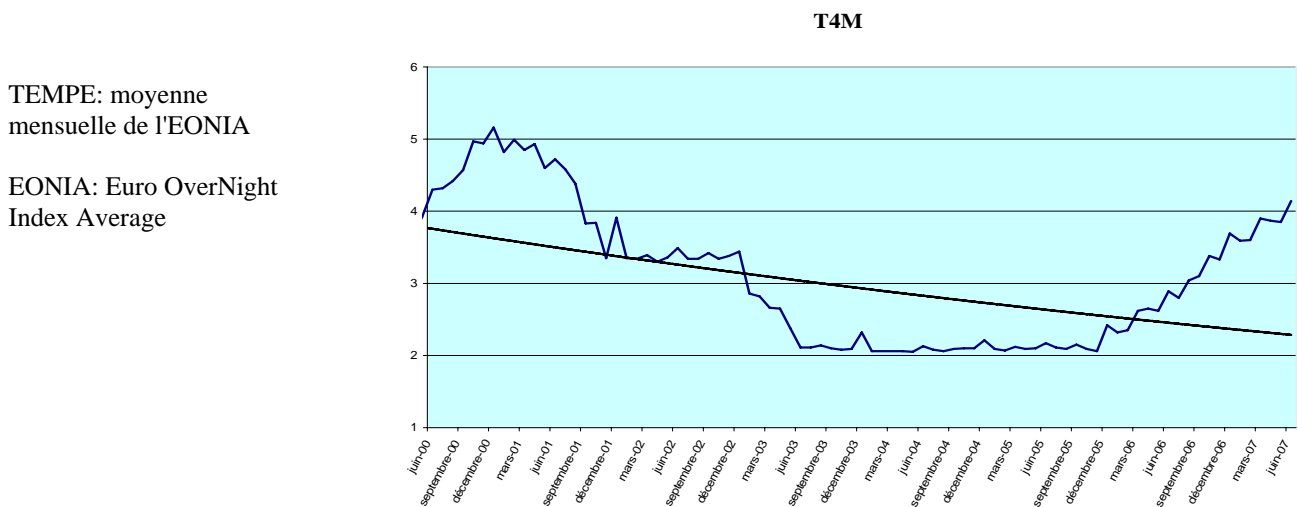
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	20/11/2007	2,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	20/11/2007	3,00%	5,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,45 % à 6,90 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/2008)
taux de la facilité de prêt marginal	13/06/2007	5,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/06/2007	5,00%	

2.5.3 LES TAUX DU MARCHE

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local s'établit à 8,90 % depuis le 2 mars 1996.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance



2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.
	2007	2007	2007	2008
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%
- Prêts à taux variable	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%
- Prêts à taux relais	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,25%	19,85%	19,80%	20,16%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,72%	8,93%	9,04%	9,38%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.
	2007	2007	2007	2008
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,76%	10,92%	11,49%	11,53%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,73%	6,95%	7,51%	7,64%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,84%	7,09%	7,33%	7,64%
- Découverts en compte (2)	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,12%	9,49%	9,72%	9,67%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	2nd Trim.	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.
	2007	2007	2007	2007
- Découverts en compte (3)	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

3. LES MISSIONS DE L'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1 000 XPF = 8,38 EUR). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 F CFP.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES

L'émission nette des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna au 31 mars 2008 se caractérise par une relative stabilité sur le trimestre pour s'établir à 1.929,3 millions de F CFP. Le montant total des billets en circulation représente 1.928 millions de F CFP avec 1.333 milliers de F CFP de pièces en circulation.

<i>en milliers de F CFP</i>	30-sept-07	31-déc-07	31-mars-08
Billets	1 821 796	1 923 576	1 928 021
Pièces	-316	1 134	1 333
Total	1 821 480	1 924 710	1 929 354

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

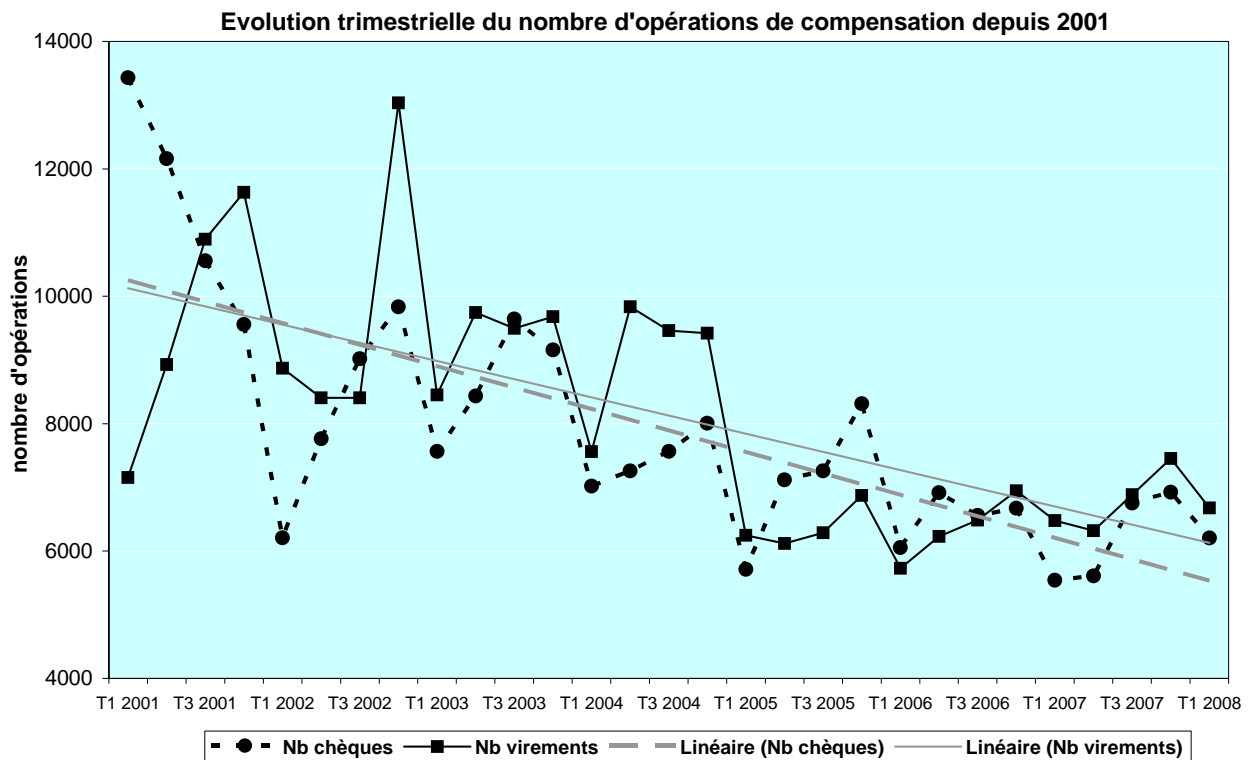
3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

Le tableau ci-dessous présente le nombre de valeurs et les montants traités par les différents établissements représentés au premier trimestre 2008. En glissement annuel, le nombre d'opérations de compensation a augmenté de 7,2 % à fin mars 2008 pour atteindre 12 882 opérations. Le montant total subit une hausse de 8,7 % au 31 mars par rapport à l'année précédente à 1.591,9 millions de F CFP.

En revanche, l'évolution trimestrielle affiche une baisse de 10,4 % du nombre d'opérations et de -1,1 % du montant total au 31 mars 2008.

Périodes	1er trimestre 2007	4ème trimestre 2007	1er trimestre 2008	Variation 1T07/1T08	Variation 1T08/4T07
Nb chèques	5 543	6 927	6 206	12,0%	-10,4%
Montant	726 100 927	753 558 184	889 851 520	22,6%	18,1%
Nb Virements	6 477	7 453	6 676	3,1%	-10,4%
Montant	738 255 829	856 545 110	702 042 939	-4,9%	-18,0%
Total opérations	12 020	14 380	12 882	7,2%	-10,4%
Montant total	1 464 356 756	1 610 103 294	1 591 894 459	8,7%	-1,1%

Les échanges interbancaires locaux, en nette perte de vitesse depuis 2001, se stabilisent ce trimestre autour 6 000 en moyenne de chèques échangés, contre plus de 10 000 en 2001, et 7 000 en moyenne de virements effectués sur la place.



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :

M. Yves BARROUX

Responsable de la rédaction :

M. Raymond COFFRE

Editeur:

IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : agence@ieomwf.fr

Achévé d'imprimé le 11 juin 2008
Dépôt légal : Juin 2008 - ISSN 0296-3108